

A blue-tinted photograph of a mannequin in a courtroom setting. The mannequin is blindfolded and appears to be a defendant. The background shows a courtroom with a judge's bench and a witness stand.

Pourquoi **Jair Bolsonaro**
 est **jugé au Brésil**

- L'ancien président est accusé d'avoir dirigé une organisation criminelle visant à abolir l'État de droit dans le pays.

- Le procureur général a signalé un projet de coup d'État qui a culminé en attaques contre les trois pouvoirs de la République.



- L'enquête policière a révélé des plans visant à assassiner le président Lula, le vice-président Alckmin et le juge Alexandre Moraes, de la Cour suprême.



- La Cour suprême a garanti aux accusés la plénitude de la défense et attend les allégations finales pour conclure le procès.

- Bolsonaro et son fils ont comploté avec des agents de l'administration Trump pour faire chanter la Justice et le gouvernement brésiliens.





La Cour Suprême Fédérale entendra Bolsonaro et sept autres accusés dans le complot de coup d'État en juin 2025.

Jair Bolsonaro et sept anciens membres de son gouvernement, dont quatre officiers généraux, sont poursuivis pénalement devant la Cour suprême fédérale (STF) du Brésil pour tentative de coup d'État. Le parquet général a déposé une plainte contre eux le 18 février, sur la base de l'enquête de la Police fédérale sur les violentes attaques contre le siège des trois pouvoirs à Brasilia le 8 janvier 2023, et les événements qui les ont précédés.

L'affaire pénale concerne 34 personnes au total, dont des commandants des forces de sécurité ayant collaboré aux attentats. Jair Bolsonaro est directement accusé de :

- **Diriger une organisation criminelle armée ;**
- **Tenter d'abolir par la violence l'État de droit démocratique ;**
- **Coup d'État ;**
- **Dommmages qualifiés par la violence et la menace grave contre les biens de l'Union ;**
- **Détérioration du patrimoine classé (la place des Trois-Pouvoirs est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO).**

Les principaux documents à l'appui de la plainte du procureur général contre Jair Bolsonaro et ses associés sont des preuves produites par les accusés eux-mêmes. Quelques exemples :

- La vidéo d'une réunion officielle au cours de laquelle Bolsonaro ordonne au gouvernement d'attaquer la Cour électorale, un ministre rend compte de l'espionnage illégal de candidats et un autre propose de lancer un coup d'État avant les élections ;



- Des tableaux élaborés pour guider les barrages policiers le jour du second tour des élections, dans les régions à forte concentration d'électeurs de Lula ;
- Fichiers numériques et notes personnelles sur une campagne visant à discréditer le processus électoral à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;
- De faux rapports sur le décompte des voix lors des élections de 2018 et 2022 ;
- Archives numériques des actes préparatoires aux décrets visant à annuler les résultats des élections, à installer une junte militaire, à fermer le Congrès national et à arrêter les dirigeants politiques et les juges de la Cour suprême ;
- Fichiers numériques des plans terroristes « Coupe du monde 2022 » et « Poignard vert-jaune », visant à assassiner le président Lula, le vice-président Geraldo Alckmin et le juge Alexandre de Moraes.

L'acte d'accusation décrit également le rôle des 34 accusés dans le financement et la mobilisation des blocages des autoroutes fédérales et des camps devant les casernes, pour exiger une intervention militaire contre l'investiture de Lula.



Il y avait un camp devant le quartier général de l'Armée à Brasilia, d'où partirent les auteurs des attaques contre le siège de la Police fédérale et des incendies de bus de passagers le jour de l'investiture du président élu (le 12 décembre 2022).



Les terroristes qui ont tenté de faire exploser un camion-citerne à l'aéroport international de Brasilia la veille de Noël cette année-là sont également partis du camp devant le quartier général de l'armée.



Bolsonaro est accusé d'avoir dirigé une organisation criminelle dont le noyau central était formé par ses assistants directs au sein du gouvernement et des forces armées :



WALTER BRAGA NETTO

Général d'armée, ancien ministre de la Défense et candidat de Bolsonaro à la vice-présidence en 2022 ;



AUGUSTO HELENO

Général d'armée, ancien ministre de la Sécurité institutionnelle ;



ALEXANDRE RAMAGEM

Ancien directeur de l'Agence brésilienne de renseignement – Abin ;



ANDERSON TORRES

Ancien ministre de la Justice et ancien secrétaire à la Sécurité du District fédéral ;



ALMIR GARNIER, ALMIRANTE

Amiral, ancien commandant de la Marine ;



PAULO SÉRGIO NOGUEIRA

Général d'armée et ancien ministre de la Défense ;



MAURO CID

Lieutenant-colonel de l'armée, ancien aide de camp.

Selon la loi brésilienne, l'ancien président et ses principaux collaborateurs sont passibles de sanctions pouvant atteindre 43 ans de prison.

Le 8 janvier a marqué le dernier chapitre d'un complot en cours visant à fomenter un coup d'État. C'était aussi l'acte final, posthume, du gouvernement de Jair Bolsonaro. Le chantage de Donald Trump visant à suspendre le procès de Bolsonaro pour ses crimes revient à ressusciter et à parachever le coup d'État manqué, désavoué par les défenseurs de la démocratie au Brésil et dans le monde entier.

Bolsonaro n'est pas victime d'une " **chasse aux sorcières** "

Les documents, témoignages et preuves matérielles de crimes contre la démocratie, attribués à Jair Bolsonaro et à ses associés, ont été obtenus au cours de 17 mois d'enquête policière, sous la supervision de la Cour suprême, achevée en novembre 2024. Le procureur général de la République a présenté, le 18 février, la plainte qui a été acceptée à l'unanimité par les cinq juges de la première chambre du STF le 11 avril.

Depuis lors, tous les accusés, leurs avocats et les 61 témoins qu'ils ont désignés ont été entendus. Le 26 juin, le parquet général a requis la condamnation des accusés et le délai pour les plaidoiries finales de la défense, dernière étape avant le jugement, a été ouvert.

Il est donc faux d'affirmer que Bolsonaro est victime de persécution politique. Et l'accusation de « chasse aux sorcières » formulée par son allié Donald Trump est irresponsable. L'affaire suit son cours dans le strict respect de la procédure légale. Tous les accusés ont eu la garantie de la plénitude de leurs droits de défense depuis l'ouverture de l'enquête policière le 26 juin 2023.

Au cours de ces deux années et plus, Bolsonaro a agi librement à l'intérieur et à l'extérieur du Brésil contre les actions criminelles. Au lieu de rassembler des preuves pour sa défense, il a appelé à des manifestations pour attaquer le processus électoral, la Cour suprême et ses juges ; il a menacé le Congrès national pour qu'il décrète son amnistie et a envoyé son fils, Eduardo Bolsonaro, aux États-Unis pour conspirer avec des agents de l'administration Trump en vue d'une intervention extérieure dans le système judiciaire brésilien.

Ce n'est qu'après la confirmation de cette conspiration, par le biais de sanctions commerciales agressives et d'un chantage explicite contre le Brésil de la part de l'administration Trump, que la Cour suprême fédérale (STF) a ordonné le 17 juillet les premières mesures de précaution contre Bolsonaro. Il lui a été interdit de voyager et de s'approcher des ambassades d'autres pays à Brasilia, et a été obligé de porter un bracelet électronique à la cheville, des mesures prévues

par la loi brésilienne pour les délits de menace grave et d'obstruction à la justice.

Confirmant une fois de plus la conspiration externe contre le pouvoir judiciaire brésilien, le lendemain, l'administration Trump a riposté contre les juges de la Cour suprême en annonçant la révocation de leurs visas d'entrée aux États-Unis. Une semaine plus tard, elle a imposé des sanctions économiques unilatérales au juge Alexandre de Moraes, juge rapporteur de l'affaire pénale, par le biais de la loi Magnitsky.

Les mesures de contrôle présentencielles ordonnées par le juge Moraes ont été confirmées par quatre des cinq membres de la première chambre de la Cour suprême fédérale (STF), chargée de l'affaire pénale. Pour avoir désobéi aux mesures de contrôle et défié l'autorité de la Cour, Jair Bolsonaro est en résidence surveillée depuis le 4 août, une mesure également prévue par la loi brésilienne.



Sources utiles :

L'ANCIEN PRÉSIDENT EST ACCUSÉ D'AVOIR DIRIGÉ UNE ORGANISATION CRIMINELLE VISANT À ABOLIR L'ÉTAT DE DROIT DANS LE PAYS.

<https://www1.folha.uol.com.br/poder/2025/02/bolsonaro-e-denunciado-sob-acusacao-de-liderar-trama-golpista.shtml>

<https://www.bbc.com/portuguese/articles/cqx0j11p9gzo>

<https://www.cnnbrasil.com.br/politica/golpe-de-estado-organizacao-criminosa-entenda-a-denuncia-contrabolsonaro/>

LE PROCUREUR GÉNÉRAL A SIGNALÉ UN PROJET DE COUP D'ÉTAT QUI A CULMINÉ EN ATTAQUES CONTRE LES TROIS POUVOIRS DE LA RÉPUBLIQUE.

<https://g1.globo.com/politica/noticia/2025/04/22/denuncia-do-golpe-entenda-a-acusacao-da-pgr-contras-seis-pessoas-do-nucleo-2.ghtml>

<https://agenciabrasil.ebc.com.br/justica/noticia/2025-02/pgr-denuncia-bolsonaro-e-mais-33-por-tentativa-de-golpe-de-estado>

<https://www.cnnbrasil.com.br/politica/pgr-pede-condenacao-de-jair-bolsonaro-por-tentativa-de-golpe-de-estado/>

<https://www1.folha.uol.com.br/poder/2025/03/denuncia-da-pgr-contrabolsonaro-tem-pontos-robustos-e-frageis-entenda.shtml>

L'ENQUÊTE POLICIÈRE A RÉVÉLÉ DES PLANS VISANT À ASSASSINER LE PRÉSIDENT LULA, LE VICE-PRÉSIDENT ALCKMIN ET LE JUGE ALEXANDRE MORAES, DE LA COUR SUPRÊME.

<https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/agencia-estado/2024/11/20/pf-relata-plano-para-assassinar-lula-alckmin-e-moraes-em-trama-de-golpe.htm>

<https://veja.abril.com.br/coluna/maquiavel/plano-para-matar-lula-alckmin-e-moraes-foi-impresso-no-planalto-diz-pf/>

<https://g1.globo.com/politica/noticia/2024/11/19/veja-documento-em-que-militares-golpistas-planejam-matar-lula-e-alckmin-por-tiro-ou-veneno.ghtml>

<https://www.cartacapital.com.br/justica/plano-para-matar-lula-alckmin-e-moraes-envolveu-carro-oficial-do-exercito-diz-a-pf/>

LA COUR SUPRÊME A GARANTI AUX ACCUSÉS LA PLÉNITUDE DE LA DÉFENSE ET ATTEND LES ALLÉGATIONS FINALES POUR CONCLURE LE PROCÈS.

<https://www.youtube.com/watch?v=ZTz9tyNk3nE&themeRefresh=1>

<https://g1.globo.com/jornal-nacional/noticia/2025/08/14/stf-recebe-alegacoes-finais-das-defesas-de-bolsonaro-e-mais-seis-reus-do-nucleo-crucial-da-tentativa-de-golpe.ghtml>

<https://www.bbc.com/portuguese/articles/c99m31m5jpvo>

https://www.estadao.com.br/politica/julgamento-de-bolsonaro-ja-pode-ser-realizado-apos-entrega-de-alegacoes-finais-saiba-como-vai-ser/?srslid=AfmBOoqCL1xgy1Lyl dPjEIXQeL_qmY7GBIcxFX2UZRSPEDDW0o13oJGH

BOLSONARO ET SON FILS ONT COMPLOTÉ AVEC DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION TRUMP POUR FAIRE CHANTER LA JUSTICE ET LE GOUVERNEMENT BRÉSILIENS.

<https://cbn.globo.com/politica/noticia/2025/08/21/pf-acredita-que-eduardo-bolsonaro-tentou-ludibriar-governo-trump-para-atingir-objetivos-criminosos.ghtml>

<https://www.youtube.com/watch?v=YsvfWO3K-ek>

<https://www.cnnbrasil.com.br/politica/pf-avalia-que-eduardo-tentou-ludibriar-eua-por-objetivos-criminosos/>

<https://www.youtube.com/watch?v=X13kGbpYKIU>

ATTENTATS DU 8 JANVIER 2023 :

<https://www.bbc.com/portuguese/brasil-64206177>

<https://www.conjur.com.br/2025-ago-13/como-a-historia-constitucional-pode-ajudar-na-tipificacao-da-tentativa-de-golpe-de-estado-de-2022-e-2023/>

BARRAGES ROUTIERS :

<https://veja.abril.com.br/economia/atos-golpistas-bloqueiam-rodovias-em-dois-estados/>

<https://www.metropoles.com/brasil/ha-1-ano-bolsonaristas-inconformados-paravam-brs-e-buscavam-quarteis>

PANDÉMIE :

<https://brasil.elpais.com/brasil/2020-06-03/descaso-do-governo-com-o-coronavirus-abre-caminho-para-levar-agentes-publicos-aos-tribunais.html>

<https://www.ihu.unisinos.br/categorias/603611-em-desaparecidos-da-covid-19-cientistas-denunciam-o-descaso-de-bolsonaro-pela-pandemia>

CORRUPTION BOLSONARO :

<https://www.bbc.com/portuguese/brasil-63232593>

<https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2022/08/30/patrimonio-familia-jair-bolsonaro-dinheiro-vivo.htm>

FAMILLE BOLSONARO :

<https://www.bbc.com/portuguese/articles/c99n52wrldyno>

<https://www.brasildefato.com.br/2022/04/07/familia-bolsonaro-acumula-indicios-de-envolvimento-com-milicianos-relembre-os-casos/>